

Conseil Communautaire du	6 décembre 2019
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	120
N° identifiant	2019-0637

Titre	Schéma local d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation (SLESRI) - Ambition 2 : Affirmer une identité forte Santé - Edtech - Délibération de principe pour Graphonémo et attribution de subventions
-------	---

Rapporteur(s)	M. El Mustapha BELGSIR Monsieur Michel FRANÇOIS
Date de la convocation	08/11/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Madame Coralie BREUILLÉ et Monsieur François BLANCHARD.

PJ.	Tableau de subventions Tableau de subventions Convention financière Ecole de la 2ème Chance 2019 Convention Graphonémo Convention Financière Grand Poitiers Canopé in Fine
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	57	<p>M. Alain CLAEYS - Président M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Dominique ÉLOY - M. Claude FOUCHER - M. Hervé GARCIA - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	25	<p>M. Michel BERTHIER - M. Philippe BROTTIER - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Alain TANGUY Membres du bureau M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Patrick BOUFFARD - M. Olivier BROSSARD - M. Jacky CHAUVIN - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Yves JEAN - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	9	<div data-bbox="507 91 869 125">Mandants</div> <div data-bbox="507 147 869 176">M. Gérald BLANCHARD</div> <div data-bbox="507 206 869 235">M. Jean-Marie COMPTE</div> <div data-bbox="507 264 869 320">Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT</div> <div data-bbox="507 349 869 378">Mme Michèle FAURY-CHARTIER</div> <div data-bbox="507 407 869 436">Mme Anne GÉRARD</div> <div data-bbox="507 465 869 495">Mme Diane GUÉRINEAU</div> <div data-bbox="507 524 869 553">Mme Marie-Christine MARCINIAK</div> <div data-bbox="507 582 869 611">M. Christian PETIT</div> <div data-bbox="507 640 869 669">M. Édouard ROBLOT</div>	<div data-bbox="957 91 1439 125">Mandataires</div> <div data-bbox="957 147 1439 176">Mme Marie-Dolorès PROST</div> <div data-bbox="957 206 1439 235">M. Bernard CORNU</div> <div data-bbox="957 264 1439 293">M. Sylvain POTHIER-LEROUX</div> <div data-bbox="957 349 1439 378">Mme Peggy TOMASINI</div> <div data-bbox="957 407 1439 436">M. François BLANCHARD</div> <div data-bbox="957 465 1439 495">Mme Francette MORCEAU</div> <div data-bbox="957 524 1439 553">M. Jean-Louis CHARDONNEAU</div> <div data-bbox="957 582 1439 611">Mme Patricia PERSICO</div> <div data-bbox="957 640 1439 669">Mme Jacqueline DAIGRE</div>
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 153 à 161, 1 à 23, 25 à 44, 170, 173 à 175, 72 à 107, 171, 150 à 152, 172, 162 à 169, 127 à 137, 141, 138 à 140, 142 à 148, 176, 108 à 111, 113 à 126, 45 à 71. Les 24, 112 et 149 sont retirées.		

Projet de délibération étudié par:	02-Commission attractivité
------------------------------------	----------------------------

Service référent	Direction Générale Attractivité - Développement économique Direction Enseignement supérieur et partenariats - Innovation - Technopole
------------------	--

Le Schéma local de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SLESRI), partie intégrante de notre Projet de territoire ambitionne de renforcer la recherche et l'innovation :

5 écosystèmes d'innovation, leviers de croissance économique, y ont été identifiés :

- i. Ecosystème 1 : Construction aéronautique et transports
- ii. Ecosystème 2 : Bioéconomie
- iii. Ecosystème 3 : Biologie santé
- iv. Ecosystème 4 : EdTech
- v. Ecosystème 5 : Art, Culture, et Patrimoine.

1- L'écosystème d'innovation Biologie santé : nombreuses actions sont développées ou en cours de développement par les acteurs du territoire : Livre blanc, Campus santé, colloque ReSanté-Vous, innovations en santé... Les entreprises de la Technopole Grand Poitiers avec les partenaires socio-économiques sont également en cours de travail pour constituer et formaliser une feuille de route pour les prochaines années.

Medical Training Innovation (MTI) : Formation médicale innovante

Les acteurs santé et de la simulation médicale ont créé une nouvelle association Medical Training Innovation (MTI) afin de faire de Poitiers un territoire d'expérimentation, de formation et d'innovation pour l'apprentissage de la chirurgie et les soins en situation de crise (attentat, guerre, tsunami...).

Le programme innovant de formation s'appuie sur la technologie développée par le programme SIMLIFE et sera mis en œuvre dans le cadre d'une convention tripartite université de Poitiers, Laboratoire d'Anatomie de la faculté de Médecine de Poitiers et l'association MTI.

Les cycles de formation commencent en octobre 2019 avec 12 professionnels de la santé Lybiens et se poursuivront sur l'année 2020 en partenariat avec l'OMS et l'Ambassade de France en Libye. De plus un dossier est en cours avec le Ministère des Affaires Etrangères en France et le Ministère de la Santé Libyen pour la mise en place d'une coopération technique entre CHU Libyens et le CHU de Poitiers.

Il vous est proposé d'accorder une subvention à l'association MTI de 8 000 €.

2- Poitiers Capitale de l'éducation, écosystème d'innovation EdTech : une feuille de route collaborative entre l'ensemble des partenaires du territoire est en cours de réalisation sous la coordination de la Technopole Grand Poitiers avec le Réseau des professionnels du Numérique (SPN).

Ecole de Design de Nouvelle-Aquitaine

Une subvention est versée à l'Ecole de Design afin d'accompagner les élèves dans leur professionnalisation (projets tutorés). Il est prévu que les élèves travaillent sur les campagnes de communication de 3 événements par an de Grand Poitiers notamment sur la Vie étudiante, et de mettre leur compétence à disposition des associations étudiantes pour les années 2019 et 2020.

Grand Poitiers est sollicitée pour accorder 6 000 € de subvention pour les années 2019 et 2020 (soit 34,28 % du Budget Vie étudiante de l'Ecole de Design, qui est de 17 500 €)

L'Ecole de la 2^{ème} chance : son pré-cursus à Grand Poitiers et sa Fabrique du numérique

L'Ecole de la Deuxième Chance (E2C), est une école multi-sites des départements des Deux-Sèvres, de la Vienne et de la Charente, qui accueille les jeunes de 16 à 35 ans en voie d'exclusion, sans emploi, ni qualification.

Elle propose une formation permettant de s'insérer professionnellement et socialement. La durée de formation est variable et le jeune est rémunéré.

Le but est qu'en fin de formation, le jeune ait accès directement à un emploi ou qu'il puisse intégrer une formation professionnelle.

Un cursus personnalisé est proposé sur le principe de l'alternance en entreprise et sur l'individualisation des apprentissages. La formation individualisée est axée sur la construction du projet professionnel, l'acquisition de nouvelles compétences (savoirs de base par exemple) et sur le développement du savoir-être et de l'autonomie.

Un parcours en alternance (40 % du temps), rémunéré (grâce un conventionnement avec la Région) est mis en place permettant de découvrir des métiers, valider le projet professionnel, créer un réseau professionnel et acquérir du savoir-faire.

Un partenariat fort et complémentaire s'articule avec les acteurs concernés, à savoir les professionnels de l'orientation et de l'emploi, les acteurs de la formation, les entreprises et les acteurs de l'insertion et de l'accompagnement social.

En 2019, l'E2C organise un pré-cursus délocalisé sur le territoire de Grand Poitiers pour préparer les personnes à venir sur l'E2C à Châtellerauld. L'objectif est de valider la faisabilité de la formation et de préparer les participants à venir à Châtellerauld. Durant cette période, six jeunes travaillent sur leur projet professionnel, la mobilité et les savoirs de base. Les prescripteurs souhaitent que l'E2C puisse mettre en œuvre régulièrement des sessions.

Ce concept est complémentaire aux outils d'accompagnement existants sur le territoire tels que la Mission locale d'insertion et le Plan local pour l'insertion et l'emploi et participe au défi des solidarités du Projet de territoire.

Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 10 000 € sur un budget prévisionnel global de 45 050 € TTC (22,19% du budget).

L'association sollicite également une subvention sur le projet Fabrique du Numérique.

Cette action de formation, de 8 mois, labellisée Grande École du Numérique débute fin 2019 et se poursuit sur 2020. Elle fonctionne depuis 3 ans à Poitiers et Niort. Elle prépare à l'accès aux emplois ou aux formations de développeur web, infogérant ou gestionnaire de médias sociaux. Elle accueille une vingtaine de personnes par sessions sur le site de Cobalt.

Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 18 000 € (pour les exercices 2019 et 2020) sur un budget prévisionnel global de 398 800€ TTC (4,51% du budget).

Il vous est proposé d'accorder une subvention à l'association l'Ecole de la Deuxième Chance de 28 000 €.

Evènement EDTECH 2020 : une semaine de colloques et d'expositions

Le collectif des acteurs vont organiser et piloter un événement international dans le domaine des EdTech, qui aura lieu du 2 au 5 juin 2020 avec un colloque scientifique, des rencontres d'affaires, des espaces de démonstrations et différents temps thématiques. La Direction du numérique pour l'éducation (DNE) du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse, la Région sont co-financeurs de l'évènement avec une participation financière de 300 000 € et 250 000 €, respectivement.

Grand Poitiers et la Ville de Poitiers sont sollicitées par Réseau Canopé, porteur de l'évènement, comme partenaires et co-financeurs à hauteur de 100 000 € sur un budget global de 1 200 000 € TTC.

Territoire d'Expérimentation MAGIK EDUK : Graphonemo

Magik Eduk, est une startup locale qui a été créée lors d'un Start innov du SPN dans lequel Grand Poitiers est partenaire.

Dans le cadre du développement de leur application Graphonémo, il est essentiel de pouvoir évaluer l'impact des solutions numériques ludo-éducatives en matière d'apprentissage de la lecture.

Poitiers Capitale de l'Education a fait le choix d'accompagner les startups EDTECH par le biais de l'expérimentation. Les collectivités (Ville de Poitiers et Grand Poitiers) souhaitent expérimenter dans quelques écoles l'outil Graphonémo, mis en place par la startup Magik Eduk.

Il est proposé de signer une convention de partenariat avec l'ensemble des partenaires pour contribuer à la thèse en sciences cognitives.

3- L'écosystème d'innovation Bioéconomie : un travail est mené avec plusieurs actions dont la mise en place d'une étape de l'innovation avec l'Agence de Développement d'Innovation Nouvelle Aquitaine et la Technopole Grand Poitiers en novembre et aussi l'accompagnement de projets et d'entreprises.

Plantalys

Le projet Plantalys, présenté par Françoise Rocher a été incubé par la Technopole Grand Poitiers. Elle développe un nouvel intrant à base de zéolithes pour apporter aux plantes des oligoéléments. Les produits sont positionnés bioéconomie tant dans le développement générant « zéro déchets » que lors de son utilisation agronomique. Les principaux débouchés concernent l'agriculture, la viticulture et l'horticulture.

Lauréate Top Entreprise pour le prix Emergence, la société vient d'être créée et sollicite Grand Poitiers pour la remise de la subvention de 1 000 €.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de donner votre accord sur l'attribution des subventions conformément aux tableaux annexés**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ces sujets**
- **d'imputer la dépense conformément aux indications mentionnées dans le tableau annexé sauf modification expresse des données personnelles de l'association au cours de l'instruction.**

POUR	66	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
-------------------------	--------

Affichée le	13 décembre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	13 décembre 2019
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20191206-117811-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.5
Nomenclature Préfecture	Subventions

		Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
	Total accordé exercice N-1	Poitiers	Grand Poitiers				
ECOLE DE LA 2E CHANCE DE LA CHARENTE ET DU POITOU					28 000 €	28 000 €	
483 888 988 00027	FR7610278364200001124890154						
DEMANDE : 20 000 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	L'association sollicite une subvention pour 2019 et 2020 sur le projet Fabrique du Numérique. Cette action de formation, de 8 mois, labellisée Grande École du Numérique fonctionne depuis 3 ans à Poitiers et Niort. Elle prépare à l'accès aux emplois ou aux formations de développeur web, infogérant ou gestionnaire de médias sociaux. Elle accueille 20 personnes chaque année sur le site de Cobalt. Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 18 000 € (pour les exercices 2019 et 2020) sur un budget prévisionnel global de 398 800€ TTC. (4,51% du budget).				18 000 €		Enseignement supérieur et partenariats - Innovation - Technopole 0/90/6574/2800/2019 2019 00001996
DEMANDE : 10 000 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	L'Ecole de la Deuxième Chance, basée à Chatellerault, accueille les jeunes de 16 à 35 ans en voie d'exclusion, sans emploi, ni qualification. Elle propose une formation permettant de s'insérer professionnellement et socialement. La durée de formation est variable et le jeune est rémunéré. Le but est qu'en fin de formation, le jeune ait accès directement à un emploi ou qu'il puisse intégrer une formation professionnelle. Des groupes délocalisés à Poitiers sont mis en place afin de tester cet accompagnement. Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 10 000 € sur un budget prévisionnel global de 45 050 € TTC. (22,19% du budget).				10 000 €		Politiques de l'emploi 0/90/6574/2900/2019 2019 00002007

		Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL voté exercice N	Service instructeur Imputation budgétaire Type de décision Période d'attribution pour la structure
Total accordé exercice N-1	Poitiers	Grand Poitiers					
MEDICAL TRAINING INNOVATION					8 000 €	8 000 €	
877 602 045 00016	FR7630047142140002221920127						
DEMANDE : 8 000 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	Les acteurs santé et de la simulation médicale ont créé une nouvelle association Medical Training Innovation (MTI) afin de faire de Poitiers un territoire d'expérimentation, de formation et d'innovation pour l'apprentissage de la chirurgie et les soins en situation de crise (attentat, guerre, tsunami...).				8 000 €		Enseignement supérieur et partenariats - Innovation - Technopole 0/90/6574/2800/2019 2019 00001982
Le programme innovant de formation s'appuie sur la technologie développée par le programme SIMLIFE et sera mis en œuvre dans le cadre d'une convention tripartite université de Poitiers, Laboratoire d'Anatomie de la faculté de Médecine de Poitiers et l'association MTI. Les cycles de formation commencent en octobre 2019 avec 12 professionnels de la santé Lybiens et se poursuivront sur l'année 2020 en partenariat avec l'OMS et l'Ambassade de France en Libye.							
Grand Poitiers est sollicitée financeur à hauteur de 8 000 € sur un budget prévisionnel global de 123 000€ . (6.5 % du budget).							

	Total accordé exercice N-1	Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL voté exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
		Poitiers	Grand Poitiers				
RESEAU CANOPE	20 000 €			- €	100 000 €	100 000 €	
180 043 010 01485 FR7610071860000000100300971							

DEMANDE :100 000 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	<p>Réseau Canopé pilote l'évènement EDTECH, international et francophone, du 2 au 5 juin 2020 à Poitiers, organisé collectivement avec la Technopole Grand Poitiers, le SPN, la Comue Leonard de Vinci, l'université de Poitiers, l'Espace Mendès France, l'IH2EF, l'académie de Poitiers. L'organisation de cet évènement débute dès à présent pour la mise en place de colloques scientifiques, de rencontres d'affaires, d'espaces de démonstrations.</p> <p>La Direction du numérique pour l'éducation du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse, la Région Npuvelle-Aquitaine sont également co-financeurs de l'évènement avec une participation financière de 300 000 € et 250 000 €, respectivement.</p> <p>Grand Poitiers est sollicitée comme partenaire et co-financeur à hauteur de 100 000 € sur un budget prévisionnel global de 1 200 000€ TTC (8,3% du budget).</p>	100 000 €	100 000 €	Enseignement supérieur et partenariats - Innovation - Technopole 0/90/65738/2800/2020 2020
---	---	-----------	-----------	--

PLANTALYS				- €	1 000 €	1 000 €	
85 187 730 80011 FR7611706000275602546381763							

DEMANDE :10 000 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	<p>Le projet Plantalys, présenté par Françoise Rocher a été incubé par la Technopole Grand Poitiers. Lauréate Top Entreprise pour le prix Emergence, la société Plantalys développe un nouvel intrant à base de zéolithes pour apporter aux plantes des oligoéléments.</p> <p>Grand Poitiers est sollicitée pour accorder 1 000 €, suite à la remise du prix Emergence.</p>	1 000 €	1 000 €	Enseignement supérieur et partenariats - Innovation - Technopole 0/90/6574/2800/2019
--	--	---------	---------	---

	Total accordé exercice N-1	Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL voté exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
		Poitiers	Grand Poitiers				
ECOLE DE DESIGN DE NOUVELLE-AQUITAINE	1 000 €			- €	6 000 €	6 000 €	
794 391 102 00041 FR7610907005140602108564248							

DEMANDE : 6000 €
AFFECTEE
DECISION UNIQUE

Une subvention est versée à l'Ecole de Design afin d'accompagner les élèves dans leur professionnalisation (projets tutorés). Il est prévu que les élèves travaillent sur les campagnes de communication de 3 événements par an de Grand Poitiers notamment sur la Vie étudiante, et de mettre leur compétence à disposition des associations étudiantes pour les années 2019 et 2020.

Grand Poitiers est sollicitée pour accorder 6 000 € de subvention pour les années 2019 et 2020 (soit 34,28 % du Budget Vie étudiante de l'Ecole de Design, qui est de 17 500 €)

Enseignement supérieur et
partenariats - Innovation -
Technopole
0/23/6574/2800/2019

CONVENTION FINANCIERE 2019
ECOLE DE LA 2E CHANCE DE LA CHARENTE ET DU POITOU

2019-0637

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 20006985400012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou ses représentants, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 6 décembre 2019,

Et d'autre part,

La structure dénommée ECOLE DE LA 2E CHANCE DE LA CHARENTE ET DU POITOU inscrite au SIRET sous le numéro 48388898800027, dont le siège social se situe 209 GRANDE RUE DE CHATEAUNEUF Bâtiment l'Atelier 86100 CHATELLERAULT, représentée par sa Présidente Madame Edith CRESSON,

Conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La structure dénommée « ECOLE DE LA 2E CHANCE DE LA CHARENTE ET DU POITOU » a pour objet :

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers souhaite soutenir la structure, dans le cadre de sa politique.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2019, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Enseignement supérieur et partenariats Innovation Technopole 00001996	L'association sollicite une subvention pour 2019 et 2020 sur le projet Fabrique du Numérique. Cette action de formation, de 8 mois, labellisée Grande École du Numérique fonctionne depuis 3 ans à Poitiers et Niort. Elle prépare à l'accès aux emplois ou aux formations de développeur web, infogérant ou gestionnaire de médias sociaux. Elle accueille 20 personnes chaque année sur le site de Cobalt. Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 18 000 € (pour les exercices 2019 et 2020) sur un budget prévisionnel global de 398 800€ TTC (4,51% du budget).	18 000 €
Politiques de l'emploi 00002007	L'Ecole de la Deuxième Chance, basée à Châtellerault, accueille les jeunes de 16 à 35 ans en voie d'exclusion, sans emploi, ni qualification. Elle propose une formation permettant de s'insérer professionnellement et socialement. La durée de formation est variable et le jeune est rémunéré. Le but est qu'en fin de formation, le jeune ait accès directement à un emploi ou qu'il puisse intégrer une formation professionnelle. Des groupes délocalisés à Poitiers sont mis en place afin de tester cet accompagnement. Grand Poitiers est sollicitée comme financeur à hauteur de 10 000 € sur un budget prévisionnel global de 45 050 € TTC (22,19% du budget).	10 000 €

L'aide de Grand Poitiers peut faire l'objet de plusieurs versements. Grand Poitiers se réserve le droit de diminuer le montant de la subvention en fonction de la réalisation effective des objectifs.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

En dehors des subventions de fonctionnement, la structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (*modèle Cerfa 15059*01*) et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2019. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 - RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la structure,
- au cas où l'activité réelle de la structure serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée,
- en cas de non présentation des documents cités à l'article 3 de la présente convention.

Fait à Poitiers, le

Philippe BROTTIER

Pour le Président, le Délégué du Président

Michel FRANÇOIS

Pour le Président, le Délégué du Président

Edith CRESSON

La Présidente de la structure

COLLABORATION DE PARTENARIAT
GRAND POITIERS, LA Ville de Poitiers, RECTORAT de Poitiers,
RECTORAT de Créteil, CHART-UPEC et MAGIK EDUK
« Expérimentation de Graphonémo dans quelques écoles de Grand Poitiers »

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COMMUNAUTE URBAINE DE GRAND POITIERS, Etablissement Public dont le siège est Hôtel de Ville, 15 place du Maréchal Leclerc - CS 10569 - 86021 POITIERS Cedex, France, n° SIREN 200 069 854, code APE 8411Z, représenté par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2018, Ci-après désignée par la « **GP Cu** ».

ET

La Ville de Poitiers, Etablissement Public dont le siège est Hôtel de Ville, 15 place du Maréchal Leclerc - CS 10569 - 86021 POITIERS Cedex, France, n° SIREN 218 601 946, représentée par son Maire, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er avril 2019. Ci-après désigné par la « **Ville de Poitiers** ».

ET

LE RECTORAT de Poitiers, Administration de l'état, service déconcentré à compétence (inter-)régionale, n° SIREN 178 604 302, 22 avenue Guillaume VII le Troubadour – 86000 Poitiers, code APE 8412Z, représentée par Madame Bénédicte Robert, Rectrice d'académie, chancelière des universités Ci-après désigné par le « **RECTORAT de Poitiers** ».

ET

L'UNIVERSITE Paris-Est Créteil - UPEC, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil, représenté par son Président, Jean-Luc Dubois-Randé, Ci-après désignée par « **l'Université** ».

L'université agit dans le présent contrat au nom et pour le compte de :

Le laboratoire académique partenaire CHArt-UPEC (Cognitions Humaine et Artificielle), EA 4004, CHArt, adresse rue Jean-Macé, 94380 Bonneuil- sur- Marne, dirigé par Denis Alamargot. Ci-après désigné par « **CHArt-UPEC** ».

ET

La société Magik Éduk, dont le siège social est situé 1 place de l'église 86100 Senillé, régulièrement immatriculée au registre du Commerce et des sociétés de Poitiers sous le N°84118580400017 légalement représentée par Sylvie Meunier en sa qualité de Présidente, ci-après dénommée « **Magik Éduk** »,

ET

LE RECTORAT de Créteil, Administration de l'état, service déconcentré à compétence régionale, 4 rue Georges Enesco 94010 CRETEIL Cedex, représentée par Monsieur Daniel Auverlot, Recteur d'académie, chancelier des universités. Ci-après désigné par le « **RECTORAT de Créteil** ».

La GP Cu, le RECTORAT de Poitiers, le RECTORAT de Créteil, le CHArt-UPEC et Magik Éduk sont ci-après conjointement désignés par « **PARTIES** » et individuellement par « **PARTIE** ».

Les termes employés au singulier s'entendent aussi au pluriel et vice versa, selon le contexte.

PREAMBULE

Attendu que la GP Cu et la Ville de Poitiers souhaitent amplifier, renforcer et accélérer les domaines d'excellences scientifiques ou économiques spécifiques. Dans le cadre du projet de territoire, les acteurs de Grand Poitiers ont identifié les défis à relever pour renforcer le dynamisme du territoire. De cette concertation est né le Schéma Local de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SLESRI). Il est désormais le cadre stratégique de référence de la collectivité pour soutenir et développer les actions en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche autour de 3 ambitions :

1. Développer un territoire d'innovation et d'expérimentation,
2. Créer une identité ESRI et affirmer un positionnement fort,
3. Attirer les talents et accroître la qualité de vie des étudiants, et leur place dans la cité.

Ce projet permet de répondre aux deux premières ambitions du SLESRI :

- de développer un territoire d'innovation et d'expérimentation en testant le logiciel dans 13 écoles du territoire
- de créer une identité sur un positionnement fort que sont les EDTECHS et l'ESport.

Attendu que le RECTORAT de Poitiers ou le RECTORAT de Créteil fixe, dans les ambitions de son projet académique, l'ouverture de l'École à ses partenaires, dans une optique de développement professionnel des enseignants, qui s'appuie sur l'innovation et l'expérimentation, le projet dont il est question ici – outre son intérêt scientifique – présente l'avantage de mettre en lien des acteurs du champ scolaire (élèves / enseignants) et des acteurs du supérieur. Cela contribue à la création d'un écosystème riche de ses connaissances, qui doit pouvoir rayonner sur l'ensemble du champ éducatif.

Attendu que le RECTORAT de Poitiers et le RECTORAT de Créteil souhaite également être partenaire de ce PROJET afin de pouvoir évaluer l'impact, en matière d'apprentissage, du recours à des solutions numériques ludo-éducatives et, si tel était le cas, établir des préconisations en matière d'apprentissage et de pédagogie.

Attendu que le CHArt-UPEC possède un savoir-faire centré sur l'étude des systèmes cognitifs naturels et artificiels et leurs interactions.

Attendu que les PARTIES souhaitent avec cette convention contribuer à la thèse située dans les sciences cognitives qui va évaluer l'efficacité de Graphonémo en lecture et en orthographe sur les processus mentaux des élèves en conscience phonologique, lecture et orthographe.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

- **CONTRAT** : le présent contrat de partenariat.

- **CONNAISSANCES PROPRES** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non

et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une PARTIE ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur du CONTRAT et/ou développées ou acquises par elle indépendamment de l'exécution de celui-ci.

Toute amélioration du savoir-faire préexistant est considérée comme une CONNAISSANCE PROPRE.

Les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES, nécessaires à l'exécution du CONTRAT à la date d'entrée en vigueur du CONTRAT sont précisées à l'Annexe 3 du CONTRAT.

Il appartient à chacune des PARTIES d'informer les autres PARTIES, par écrit, de l'identification, en cours d'exécution du CONTRAT, d'autres CONNAISSANCES PROPRES nécessaires à l'exécution du CONTRAT. L'Annexe 3 sera alors complétée en conséquence.

- **RAPPORT** : Le RAPPORT final transmis par Magik Éduk à la GP Cu, la Ville de Poitiers et le RECTORAT dans lequel sont inscrites des préconisations pratiques en matière de formation et d'enseignement, préconisations déduites des RESULTATS de l'expérimentation.

- **RESULTATS** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, développées par une ou plusieurs PARTIES dans le cadre du CONTRAT.

- **INFORMATIONS CONFIDENTIELLES** : toute CONNAISSANCE PROPRE divulguée par une PARTIE à une ou plusieurs autres PARTIES à l'occasion de l'exécution du CONTRAT et sous réserve que la PARTIE qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel ou dans le cas d'une divulgation orale, que la PARTIE qui divulgue ait fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la divulgation.

- **PROJET** : objet du CONTRAT : « *Expérimentation de Graphonémo dans des écoles de Grand Poitiers* », détaillées en Annexe 1.

ARTICLE 2 – OBJET

Les PARTIES ont pour but la réalisation du PROJET et de spécifier dans quelle mesure le RECTORAT et GP Cu seront impliqués dans ce dernier.

Magik Éduk utilisera les sommes perçues dans le cadre du PROJET.

Les PARTIES mettront tout en œuvre pour assurer le bon déroulement du PROJET conformément à l'obligation de moyen qui leur incombe.

ARTICLE 3 – SUIVI DE L'ETUDE

3.1 Le responsable au sein de Magik Éduk est Sylvie Meunier. Le responsable au sein du laboratoire CHArt-UPEC Créteil est Denis Alamargot. Le responsable au sein du Rectorat est le Délégué Académique au Numérique, M. Dominique QUERE. Le responsable au sein du Rectorat de Créteil est le Délégué Académique au Numérique (DAN). Le responsable au sein de la GP Cu est Marie-France Brand. Le responsable au sein de la Ville de Poitiers est Ghislaine Rouxel.

3.2 Des réunions de travail entre les PARTIES ont lieu en début d'expérimentation puis à la demande expresse d'une ou plusieurs des PARTIES.

Elles pourront se tenir par tous moyens, y compris par visio-conférence.

Les réunions font l'objet de comptes rendus qui sont transmis à chacune des PARTIES dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion.

ARTICLE 4 - MODALITES FINANCIERES

En contrepartie des engagements pris, la GP CU s'engage à faire un marché à Magik Eduk de quinze mille euros toutes taxes comprises (15 000 € TTC).

Conformément aux conditions de l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures émises par Magik Éduk doivent être adressées à la GP Cu via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en charge sur le Portail Chorus Pro, chaque facture émise par Magik Éduk au titre du présent Accord doit être fléchée par les informations suivantes :

- Le Numéro de SIRET de la CU GP : 200 069 854
- Libellé établissement : BP Grand Poitiers
- Code service : 2800

ARTICLE 5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1 CONNAISSANCES PROPRES

Les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES restent leurs propriétés respectives.

Une PARTIE ne reçoit aucun droit sur les CONNAISSANCES PROPRES de l'autre PARTIE du fait du CONTRAT, excepté pour la bonne réalisation de l'ETUDE.

5.2 RESULTATS

Les RESULTATS appartiennent à parts à CHArt-UPEC et Magik Éduk.

Il est convenu entre les PARTIES que la propriété intellectuelle dans le cadre de ce PROJET est régie par un accord de consortium.

Le RECTORAT et GP Cu n'obtiennent aucun droit de propriété intellectuelle sur aucun RESULTAT, CONNAISSANCES PROPRES ou logiciels issus du PROJET.

5.3 RAPPORT

Magik Éduk fournira à GP Cu et aux RECTORATS dans le mois qui précède l'expiration du CONTRAT un RAPPORT tel que défini à l'Article 1 du CONTRAT.

Ce RAPPORT sera la propriété exclusive de la GP Cu et des RECTORATS.

ARTICLE 6 – EXPLOITATION

6.1 EXPLOITATION DES RESULTATS ET LOGICIELS

L'exploitation des RESULTATS et Logiciels est encadrée par l'accord de consortium entre MagikEduk et CHArt-UPEC. Notamment, les données recueillies et leur exploitation scientifique (communications, publications, notamment) appartiennent à CHArt-UPEC. Le logiciel et ses évolutions appartiennent à MagikEduk.

6.2 UTILISATION DU RAPPORT

Le RAPPORT est librement utilisable par les PARTIES qui en sont copropriétaires (GP Cu et les RECTORATS partenaires).

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

Chaque PARTIE transmet aux autres PARTIES les seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elle juge nécessaires à l'exécution du PROJET, sous réserve du droit des tiers.

Aucune stipulation du CONTRAT ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à divulguer des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du PROJET.

La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE d'une des autres PARTIES s'engage, pendant la durée du CONTRAT et dans les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou le terme du CONTRAT, à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE qui les divulgue :

- Soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ;
- Ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou sous-traitants, eux-mêmes soumis à confidentialité contractuellement ou statutairement ayant à les connaître et ne soient utilisées que pour les finalités définies dans le CONTRAT.

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions transmises par une PARTIE à une autre PARTIE dans le cadre du CONTRAT restent la propriété de la PARTIE qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande.

La PARTIE qui reçoit les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES peut communiquer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- Qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable,
- Qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion du CONTRAT,
- Qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite,
- Que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la PARTIE dont elles émanent,
- Qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Aucune disposition de ce CONTRAT n'implique :

- Une renonciation, pour la PARTIE qui les communique, à la protection D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle,

- Une cession ou concession, par la PARTIE qui communique les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres PARTIES.

Toute publication ou communication des RESULTATS, par l'une des PARTIES copropriétaires, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit des autres PARTIES copropriétaires qui feront connaître leur décision dans un délai maximum de un (1) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis des autres PARTIES copropriétaires qui pourront supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des RESULTATS. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle, une des PARTIES pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation au PROJET.

Ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au PROJET de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle,
- Ni à la soutenance de diplôme des chercheurs et ingénieurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certaines RESULTATS.

ARTICLE 8 – ENCADREMENT DE LA PARTIE ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Le RECTORAT de Poitiers désigne ici un ensemble de personnels qui travaillent en coordination, qu'ils relèvent de la Délégation Académique au Numérique Éducatif ou bien des Services Départementaux de la Vienne (DSDEN86).

Le RECTORAT s'assure d'accompagner les enseignants utilisateurs de *Graphonémo* dans son application en classe, en assurant le niveau de formation nécessaire à son intégration dans les programmations et dans les pratiques de la classe. Une fois publiés les premiers résultats de l'ETUDE, le RECTORAT sera en mesure de les diffuser dans les différents temps de formation prévus au plan académique de formation et en cohérence avec les objectifs précisés dans les programmes de l'Éducation Nationale. Le RECTORAT pourra également mettre à disposition de la Direction du Numérique pour l'Éducation du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse les supports de formation utilisés pour la diffusion des RESULTATS de l'ETUDE, dans le but de contribuer à la formation des personnels de l'Éducation Nationale.

Le RECTORAT de Créteil désigne ici un ensemble de personnels qui travaillent en coordination, qu'ils relèvent de la Délégation Académique au Numérique Éducatif ou bien des Services Départementaux de l'académie (DSDEN).

Le RECTORAT s'assure, une fois l'installation des applicatifs nécessaires par la partie compétente, d'organiser le service des enseignants utilisateurs de *Graphonémo* , de manière à rendre possible la

mise en œuvre de la recherche, tout en respectant la continuité des apprentissages des élèves définis par les programmes.

ARTICLE 9 – DUREE

Le présent contrat entre en vigueur à compter de la notification de la présente convention et prendra fin 4 mois après l'achèvement de l'action de recherche d'une durée de 3 ans (possiblement liée à l'activité d'un doctorant boursier CIFRE).

Il peut être prolongé à la fin de cette période par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation.

Nonobstant l'échéance du présent contrat ou sa résiliation, les dispositions prévues aux articles 5, 6 et 7 demeureront en vigueur.

ARTICLE 10 – INTUITU PERSONAE

Le CONTRAT est conclu intuitu personae. Par conséquent, il est personnel, incessible et intransmissible.

ARTICLE 11 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

10.1 - Les matériels et équipements mis par une PARTIE à la disposition des autres ou financés par cette PARTIE dans le cadre d'un accord spécifique, restent la propriété de celle-ci.

Chaque PARTIE est responsable des dommages qu'elle cause à l'occasion de l'exécution du contrat aux biens d'une autre PARTIE.

10.2 - Dans le cadre du PROJET, des agents de l'une des PARTIES restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'une ou l'autre des PARTIES. Le personnel doit alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels.

Chaque PARTIE continue toutefois d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournit toute indication utile à l'employeur.

Les PARTIES assurent les unes et les autres la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

10.3 – Les PARTIES doivent souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires à la garantie des dommages éventuels aux biens et aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution du CONTRAT, étant entendu que la règle selon laquelle « *l'Etat est son propre assureur* » s'applique aux organismes publics de recherche. En conséquence, ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages dont ils seraient susceptibles d'être déclarés responsables suivant les règles fixées au présent article.

ARTICLE 12 – SOUS TRAITANCE

Chaque PARTIE ne peut sous-traiter une part des opérations auxquelles elle s'engage pour la réalisation de l'ETUDE sans l'accord écrit des autres PARTIES.

Chacune reste seule responsable vis à vis des autres et des tiers, de la bonne exécution par son (ses) sous-traitant(s) des opérations confiées à ce dernier.

Les engagements définis ci-dessus devront être répercutés aux organismes sous-traitants des PARTIES.

ARTICLE 13 – RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation ne devient effective que deux (2) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 14 – LOI APPLICABLE, LITIGES

Le présent contrat est soumis aux lois et règlements français.

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les Parties, relativement à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, ces dernières s'efforceront de trouver une solution amiable à ce différend.

Si le désaccord persiste, le litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Poitiers.

ARTICLE 15 – HABILITATION A SIGNER

Conformément à l'article 1158 du Code civil, les signataires représentants respectivement les PARTIES sont bien les personnes habilitées à engager juridiquement les entités qu'elles représentent.

Fait à Poitiers,
Date _____

En trois (3) exemplaires originaux. En trois (3) exemplaires originaux.

POUR L'UNIVERSITE Paris-Est Créteil - UPEC

Jean-Luc Dubois-Randé
Président

POUR LA COMMUNAUTE URBAINE DE GRAND POITIERS,

Alain CLAEYS,
Président

POUR LE RECTORAT de Poitiers,

Bénédicte ROBERT,
Rectrice de l'académie de Poitiers, chancelière des universités

POUR LE RECTORAT de Créteil,

Daniel AUVERLOT,
Recteur de l'académie de Créteil, chancelier des universités

POUR MAGIK EDUK,

Sylvie Meunier
La présidente,

POUR LA Ville de Poitiers,

Alain CLAEYS,
Maire

ANNEXE 1 :
ANNEXE de l'EXPERIMENTATION proposé dans le cadre de la Thèse CIFRE

<p>Expérimentation de Graphonémo dans les écoles de Grand Poitiers</p> <p>Objet particulier de l'action L'objectif de la recherche vise à :</p> <p><u>année 1</u> : Evaluer l'effet de l'entraînement avec Graphonémo sur la lecture de pseudo mots et de mots. A cet effet, un entraînement de 2 semaines auprès d'élèves :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de CP, proposé avant Décembre 2019 • de GS, proposé avant Juin 2020 <p>avec groupe contrôle et groupe entraîné de 150 individus chacun, versus REP+ ou non REP+, répartis entre les deux académies partenaires. (Poitiers, Créteil).</p> <p><u>année 2</u> : Implémentation de la production orthographique (pseudo mots et mots)</p> <p><u>année 3</u> : Validation des effets du parcours en lecture-écriture</p>
<p>Dimension(s) innovante(s) retenue(s) de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place progressive d'un parcours d'apprentissage auto-adaptatif qui prend en compte le niveau des élèves et leurs stratégies d'apprentissage. • La ressource se co-construit dès sa conception avec des acteurs de terrain (enseignants, formateurs, inspecteurs de l'Éducation Nationale), des territoires partenaires (Communauté Urbaine de Grand Poitiers) en harmonie avec les projets de politique éducative et les programmes d'enseignement du ministère de l'Éducation Nationale (représenté par le rectorat)
<p>Cohérences/synergies entre l'action et les autres actions et le projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ressource Graphonémo a bénéficié d'une subvention Edu'up de la Direction du Numérique pour l'Éducation du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse pour sa création. • La ressource Graphonémo a obtenu une subvention PTI (ADI Nouvelle-Aquitaine) pour la mise en place de l'intelligence artificielle. • La ressource Graphonémo vient d'obtenir la Bourse French Tech (bpifrance). • Pour poursuivre le développement du projet et la pérennité de l'entreprise qui le porte tel qu'il a été envisagé et soutenu par diverses subventions et organismes un terrain d'expérimentation et l'équipement par achat (et non plus par licences gratuites comme ce fût le cas l'année dernière)
<p>Indicateurs d'impacts choisis pour cette action Plusieurs indicateurs d'impacts seront mis en place pour évaluer l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'élèves par an sur les trois ans concernés par l'accès à la ressource • Nombre d'élèves par an concernés par l'expérimentation avec le laboratoire UPEC-CHArt • Nombre d'enseignants formés sur l'utilisation et l'existence de ressources numériques dont Graphonémo (formation pouvant être réalisée par le rectorat mais en ce qui concerne Graphonémo par les fondatrices) • Nombre de parcours auto-adaptatifs possibles à l'issue des trois années d'expérimentation.
<p>Partenaires de l'action et contributions respectives Le terrain d'expérimentation est proposé conjointement par la GP Cu et le rectorat de Poitiers. Dans ce cadre 13 écoles du territoire de Grand Poitiers en mixant les lieux (rural et ville) ont été déterminées en association avec les autorités académiques du Rectorat de Poitiers. L'accès à la ressource est conjointement assuré par la GP Cu qui fournit les équipements et Magik Éduk qui ouvre des licences. Pour chacune des écoles sélectionnées la compatibilité entre le matériel informatique et la ressource numérique aura été vérifiée au préalable. Pour chacune d'entre elles la ressource Graphonémo sera implantée dans 5 postes. Magik Éduk prend en charge le salaire du doctorant en charge de l'étude, dans le cadre d'une bourse CIFRE. Le laboratoire UPEC-CHArt dirige les recherches du doctorant autant d'un point du point de vue</p>

scientifique que logistique.

Le rectorat favorisera une action d'information et de formation conjointe avec les acteurs du laboratoire auprès des enseignants de terrain.

Chacun des partenaires pourra communiquer les résultats dans le cadre de ses missions respectives.

ANNEXE 2 : ANNEXE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Nom de la thèse

Date de début : 01/11/2018

Unité d'affectation : Laboratoire CHArt-UPEC – EA 4004

Nom du Directeur d'Unité : Charles Tijus ; Denis Alamargot pour la responsabilité de la tutelle UPEC (CHArt-UPEC)

Directeur de la thèse : Denis Alamargot (PU, HDR, psychologie cognitive)

Co-Directeur de la thèse : Xavier Aparicio (MCF, psychologie cognitive)

Thèse CIFRE avec Magik Eduk :

Titre :

Evaluer et améliorer un outil numérique pour développer les capacités des élèves de primaire en lecture et en orthographe

Contexte :

Le programme de recherche faisant l'objet d'une collaboration entre le laboratoire CHArt-UPEC et la société Magik Eduk donne lieu au recrutement d'un doctorant sur un support CIFRE. Le doctorant est recruté au sein du laboratoire CHArt-UPEC – Université de Paris-Est Créteil et inscrit à la formation doctorale CLI de l'Université de Paris 8 (CHArt étant un laboratoire en co-tutelle, regroupant les universités de Paris-Est Créteil, Paris 8 et l'EPHE). Le doctorant bénéficie de la logistique du laboratoire pour mener le programme de recherche et d'une co-direction de thèse (par Denis Alamargot et Xavier Aparicio).

Objectif :

La lecture est une activité complexe qui nécessite de mobiliser des compétences lexicales, phonologiques, orthographiques et sémantiques. Son apprentissage s'opère par le développement de deux voies. L'une, indirecte, coûteuse car basée sur le calcul, mobilise fortement le décodage et les représentations phonologiques. L'autre, plus rapide et économique car basée sur une récupération mémorielle, repose sur un accès lexical direct.

Les recherches montrent que 15% des élèves français rentrant en 6ème ont des difficultés en lecture (décodage et/ou compréhension), et les enquêtes internationales (PISA, Pirls) pointent régulièrement une diminution significative du niveau de compréhension en lecture chez les enfants.

Il s'agira ici de mettre en oeuvre un programme de recherche prenant appui sur le logiciel adaptatif Graphonémo, dont le but est, à travers un scénario pédagogique (jeu sérieux), d'aider les élèves de grande section maternelle et de première année (cours préparatoire), scolarisés ou pas en REP, à acquérir et développer des habiletés en décodage (lecture) et en production orthographique. Pour ce faire, différents exercices, dont des entraînements à la conscience phonologique (suppression, découpage syllabique, discrimination syllabique), sont proposés.

Les objectifs des expérimentations qui seront conduites, notamment dans le cadre d'un thèse pour laquelle le doctorant recruté bénéficiera d'un support CIFRE, sont : (i) d'évaluer la plus-value apportée par le logiciel et sa gamification par rapport à des exercices classiques ; (ii) de mieux comprendre l'influence des exercices proposés par le logiciel sur les processus de décodage et de compréhension et (iii) de proposer des parcours différenciés en fonction du niveau et des stratégies d'apprentissage des élèves. Il s'agira, sur la base des résultats, d'émettre des préconisations en vue de faire évoluer le logiciel pour en augmenter l'efficacité ; ce en manipulant tant la gamification que les exercices d'entraînement proposés, pour les adapter au mieux aux différences interindividuelles qui caractérisent les élèves quant à leurs stratégies d'apprentissage.

Méthodologie :

Les recherches seront réalisées dans les écoles sélectionnées dans les académies de Poitiers et de Créteil, La méthode utilisée repose principalement sur le principe d'entraînements (pré-test, post-test

immédiat, post-test différé) supposant la comparaison de groupes d'élèves bénéficiant ou pas d'un apprentissage avec le logiciel Graphonemo, ce sur plusieurs séances (entraînement extensive ou intensif). Pour effectuer les mesures de performances des élèves aux pré-test et post-tests, les chercheurs peuvent recourir à des outils numériques d'évaluation en temps réel de l'activité de l'élève. La société Magik Eduk contribue au recueil de données relatives à l'activité des élèves au cours même des séances d'entraînement. Pour ce faire, elle peut être conduite à adapter le logiciel Graphonemo de telle sorte à ce que l'activité des élèves soit enregistrée pendant les séances d'entraînement.

ANNEXE 3 : ANNEXE FINANCIERE

POSTES DE DEPENSES POUR CE CONTRAT (HORS COÛT TOTAL DU PROJET DISPONIBLE DANS LA CR CIFRE)	Répartition € TTC Du Laboratoire
Frais d'achat du Logiciel + accompagnement Magik Eduk à la charge de GP Cu	15 000 € TTC
COÛT TOTAL	15 000 € TTC

Rectorat de Poitiers : apports en industrie (chiffres/ mois à multiplier sur les 3 années)

Contributeur	Mission	Heures PROJET	Coût employeur mensuel	Heures mensuelles	Taux horaire chargé	Valorisation par mois (x 30 mois = 3 ans)
Chargé mission DANE	Suivi projet	6	6617,83	151,67	43,63	261,78
CPD numérique DSDEN86	Suivi projet Coordination	9	6958,08	151,67	39,55	355,95
CPC P.EST	Formation enseignants	6	5987,02	151,67	39,47	236,82
CPC P.OUEST	Formation enseignants	6	4441,26	151,67	29,28	175,68
CPC P.SUD	Formation enseignants	6	5358,99	151,67	35,33	211,98
CPC Châtelleraut	Formation enseignants	6	6631,35	151,67	43,72	262,32
IEN adjoint DASEN	Administrati on	4	8331,43	151,67	54,93	219,72
Secrétariat DANE	Administrati on	4	1043,37	151,67	6,88	27,52
DAMA	Technique	4	4203,15	151,67	27,71	110,84
TOTAL par mois						1862,61
TOTAL 3 ans						55 878,30 €

CONVENTION FINANCIERE 2020
EVENEMENT INTERNATIONAL EDTECH

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 20006985400012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 6 décembre 2019,

Et d'autre part,

RÉSEAU CANOPÉ, Établissement public national à caractère administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du code de l'éducation, sis, 1 avenue du Futuroscope, téléport 1, bâtiment @4, CS 80158, 86961 Futuroscope cedex, n° SIRET 180 043 010 014 85, n° TVA intracommunautaire FR62180043010, représenté par son Directeur général, Monsieur Jean-Marie PANAZOL,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La structure dénommée « RÉSEAU CANOPÉ » est pilote de l'opération subventionnée : un événement international dans le domaine des EdTech (In-FINE), qui aura lieu du 2 au 5 juin 2020 avec 3 axes :

- un chantier SCIENCES : piloté par la COMUE Léonard de Vinci et l'université de Poitiers avec des colloques scientifiques, un concours de thèses et un débat citoyen ;
- le chantier EDTECH : piloté par le SPN, avec un salon démonstrations et expositions, une convention d'affaires, une conférence en mode show et un prix Startup ; Grand Poitiers participe à l'organisation de ce chantier, qui sera en charge du sous-projet Rencontres des professionnels ;
- le chantier VISITORAT : piloté par la COMUE avec un accueil de délégation ministérielle internationale de l'Education, un parcours de visites dans des établissements scolaires et dans des laboratoires d'innovation publics et privés ainsi que des parcours de visite sur la zone d'exposition EdTech et des conférences.

La Direction du Numérique pour l'Education (DNE) du Ministère de l'Education et de la Jeunesse est fortement intéressée par la démarche et va contribuer financièrement à la renforcer au travers de ses opérateurs. Cet intérêt est double tant pour l'éducation formelle et informelle que pour la formation tout au long de la vie.

La Région Nouvelle-Aquitaine et Grand Poitiers sont impliqués dans le Collectif, d'une part pour l'accompagnement de la stratégie et de l'élaboration de la feuille de route en lien avec le SRESRI (Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de Recherche et d'Innovation) et le SLESRI (Schéma Local de l'Enseignement Supérieur, de Recherche et d'Innovation), et d'autre part dans l'attribution de subventions aux différentes actions.

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers souhaite soutenir l'opération, dans le cadre du SLESRI et de l'écosystème d'innovation EDTECH.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Enseignement supérieur et partenariats Innovation Technopole 00001996	Grand Poitiers et la Ville de Poitiers sont sollicités par Réseau Canopé, porteur de l'évènement, comme partenaires et co-financeurs à hauteur de 100 000 € sur un budget prévisionnel global de 1 210 786 € TTC. La Direction du numérique pour l'éducation (DNE) du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse, la Région sont co-financeurs de l'évènement avec une participation financière de 300 000 € et 250 000 €, respectivement	100 000 €

L'aide de Grand Poitiers fera l'objet de deux versements, l'un au 1^{er} trimestre 2020 et le second après l'évènement.

En cas de non-tenu de l'opération, le montant du solde de subvention à verser pourra être réajusté selon le pourcentage de la participation financière de Grand Poitiers au budget global de l'opération cité dans le tableau ci-dessous. Ce pourcentage devra être appliqué au montant total des dépenses engagées (hors Ressources Humaines) pour déterminer le solde de subvention à verser à Réseau Canopé dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus ou le montant à restituer par Réseau Canopé le cas échéant.

Réseau Canopé s'engage à intégrer Grand Poitiers dans les organes de gouvernance de l'opération.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

La structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2020. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 – RESILIATION

Les parties pourront, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, résilier la présente convention s'il apparaît que l'une d'entre elles ne respecte pas ses obligations à la convention.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE NON-EXECUTION

Si les sommes perçues devaient être utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été attribuées, à savoir l'article 2 de la présente convention, Grand Poitiers Communauté urbaine se réserve le droit d'en exiger le remboursement. Un titre de recettes sera alors émis.

ARTICLE 7 – COMMUNICATIONS et VALORISATIONS

Grand Poitiers Communauté urbaine et Réseau Canopé autorisent l'utilisation de leur logo respectif dans les documents de promotion des actions communes dans le respect de leur charte graphique respective avec la marque de territoire.

Pour les supports de communication créés ou édités, Réseau Canopé s'engage à apposer la mention « édité avec la participation de Grand Poitiers ».

Grand Poitiers s'engage à porter à la connaissance des élus et services, des citoyens, notamment au travers ses medias, le projet In-FINE porté par le Réseau Canopé et l'ensemble des partenaires de l'évènement.

Fait à Poitiers, le

Alain CLAEYS
Le Président,

Jean-Marie PANAZOL
Le Directeur général,